

# Éditorial : De la crainte à l'action : placer la politique de l'emploi et la politique sociale au cœur de la transition vers la neutralité carbone

L'instauration grâce à la transition verte d'une société durable sur le plan environnemental procède fondamentalement d'une décision politique. Par l'Accord de Paris sur le climat, conclu en 2015, le monde entier a pris cette décision en réponse à l'enjeu de politique publique le plus pressant qui soit aujourd'hui. Près de dix ans plus tard, nous savons que l'inversion du changement climatique exigera bien d'autres décisions analogues – aux niveaux local, national et international. Il est par ailleurs devenu évident que la sauvegarde de la planète doit aller de pair avec l'engagement de prendre soin des personnes qui subissent les conséquences de la transition écologique.

Le monde se trouve assurément à la croisée des chemins sur les plans climatique et sociétal. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que le maintien des émissions à leur niveau actuel jusqu'en 2030 compromettrait irrémédiablement nos chances de contenir le réchauffement planétaire en dessous de 1.5 degré Celsius. Cet avertissement lancé aux pouvoirs publics afin qu'ils hâtent la transition survient au moment où des craintes de plus en plus nombreuses s'expriment au sujet des conséquences directes sur les revenus des politiques environnementales visant à réduire les émissions. En outre, les répercussions économiques de la transition vers la neutralité carbone viennent s'ajouter à celles d'autres « mégatendances » et transformations sociétales, comme les effets persistants de la crise du coût de la vie, les séquelles de la pandémie de COVID-19, l'accélération du changement démographique, ou encore les conséquences de la transformation numérique, profonde et rapide.

Les multiples défis à relever exigent des pouvoirs publics de concevoir et d'appliquer des solutions qui soient à la hauteur des répercussions économiques et sociales des politiques environnementales. Ainsi, considérer la prise en compte des conséquences sociales comme un élément central des stratégies en faveur de la neutralité carbone – et non comme un aspect accessoire ou secondaire – est non seulement indiqué, mais encore essentiel pour garantir dans la durée l'indispensable adhésion du public à la poursuite de la transition.

Malgré l'incertitude et les retards qui entourent la réalisation des objectifs climatiques, il reste des raisons d'espérer. Tout d'abord, la transition vers la neutralité carbone est bien amorcée et, dans de nombreux

secteurs et régions, l'économie est en train de s'adapter à ces objectifs. En outre, nous disposons désormais de données et d'analyses factuelles qui permettent d'apprécier les effets de la transition non seulement sur l'environnement, mais aussi sur la société.

Les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2024* procurent une base factuelle et un outil grâce auxquels il est possible de déterminer en quoi les politiques de l'environnement ont commencé à modifier le marché du travail et comment les pouvoirs publics peuvent remédier au mieux aux difficultés rencontrées par ceux qui subissent à la fois les effets du changement climatique et ceux des politiques destinées à l'atténuer.

Jusqu'à présent, les prévisions quant aux effets de la transition sur l'emploi oscillent entre la promesse enthousiasmante d'une profusion de nouveaux « emplois verts » et la sombre perspective des licenciements devant accompagner l'abandon des activités fortement polluantes. Cependant, les éléments concrets présentés dans les *Perspectives* sont à la fois plus équilibrés et de plus vaste portée. Nous nous y intéressons de plus près aux « emplois portés par la transition verte », qui comprennent les nouveaux emplois suscités par cette transition, ceux dont elle fera évoluer la nature et les compétences exigées et ceux qui sont associés à la fourniture de biens et de services indispensables aux activités faiblement émettrices. Devant ce panorama, nous pouvons estimer que plus de 25 % des emplois existants ressentiront fortement les effets des mesures en faveur de la neutralité carbone, que ce soit en bien ou en mal. La transition écologique entraînera des répercussions qui excéderont largement le secteur de l'énergie, s'étendant à de nombreuses professions, depuis les conducteurs de bus jusqu'aux ouvriers de la construction en passant par les exploitants agricoles.

Les responsables des politiques publiques doivent voir ce vaste état des lieux de l'emploi comme l'occasion de mener un travail de sensibilisation et de responsabilisation auprès du large pan de la population active qui se trouve directement impliqué dans la réalisation des objectifs climatiques et qui a un rôle à y jouer. En parallèle, la transition créera inévitablement des « gagnants » et des « perdants » sur le marché du travail, et il appartient aux pouvoirs publics de s'intéresser à ces derniers. Cela implique de faire preuve de transparence à l'égard de la population et de veiller à ce que les mesures d'atténuation du changement climatique soient accompagnées de politiques sociales et économiques propres à adoucir les conséquences négatives pour l'emploi et les ménages tout en soutenant une croissance durable, qui soit à la fois juste et équitable.

La transition vers la neutralité carbone donnera lieu à une vaste redistribution des emplois dans certains secteurs, certaines professions et certaines régions. Quelques secteurs sont promis à un bel essor, à commencer par ceux qui contribuent directement à la réduction des émissions et ceux qui assurent la fourniture de biens et de services indispensables aux activités faiblement émettrices. D'autres, qui ont de tout temps été particulièrement émetteurs, vont devoir se restructurer et une partie d'entre eux sera contrainte de réduire leurs effectifs, quand ils ne disparaîtront pas totalement.

D'après les projections de l'OCDE, d'ici 2030, dans l'Union européenne, l'emploi dans des secteurs tels que la fourniture d'énergie issue de ressources fossiles, les services de transport, les activités extractives et la fabrication de produits gourmands en énergie – qui représentent 80 % des émissions (pour 7 % seulement des emplois) – devrait reculer de quelque 14 %, soit 9 points de pourcentage de plus que dans le scénario de *statu quo*, dans lequel l'action des pouvoirs publics n'emprunte pas la trajectoire prévue. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les travailleurs licenciés de secteurs fortement émetteurs connaissent un recul de leur revenu, au cours des six années qui suivent, supérieur de 24 % à celui des travailleurs qui perdent leur emploi dans un secteur vertueux. Ils ont besoin d'un accompagnement qui facilitera leur transition vers de nouveaux emplois grâce à des mesures ciblées en faveur de la formation et de la mobilité.

Les conséquences économiques potentielles de la transition vers la neutralité carbone s'étendent au-delà du domaine de l'emploi, en premier lieu à travers les répercussions des mesures de tarification du carbone, qui sont susceptibles d'obérer les finances des ménages dans tous les domaines. La perspective de destructions d'emplois et d'une érosion des salaires dans certains secteurs, conjuguée au

renchérissement du coût de la vie, pourrait inciter les responsables publics à ralentir le rythme de la transition – voire à renoncer tout simplement à celle-ci.

## Des indicateurs tangibles

Dans la recherche des moyens de promouvoir une transition écologique équitable, il doit être bien clair que rogner sur les ambitions climatiques ne saurait constituer une solution viable, car le coût à long terme de l'élévation des températures sera certainement bien plus lourd à supporter. Des experts ont calculé que le PIB mondial par habitant serait 37 % plus élevé aujourd'hui si le réchauffement planétaire avait cessé après 1960. Si l'on considère maintenant le présent et l'avenir, d'aucuns estiment que chaque jour où la température est supérieure à 40°C, le risque d'accident du travail augmente de plus de 10 %. L'espérance de vie elle aussi est en jeu : dans un pays comme les États-Unis, l'inaction climatique pourrait faire augmenter de plus de 2 % la mortalité parmi les personnes âgées d'ici la fin du siècle.

Quant aux conséquences de la transition vers la neutralité carbone attendues sur le marché du travail, l'optimisme est permis. Dans la zone OCDE, 20 % des travailleurs occupent déjà un emploi porté par la transition verte. Cet indicateur tangible montre que la transition est déjà bien engagée et que les pays membres de l'OCDE sont en mesure d'ouvrir de nouveaux débouchés économiques, ainsi que de contribuer à la formulation de politiques appropriées.

Si l'on regarde vers l'avenir, il paraît peu probable que la transition entraîne, en termes nets, une contraction ou une progression considérables du nombre total d'emplois. La quasi-totalité des simulations établies à partir de modèles macroéconomiques complets annonce, en effet, que la variation du nombre d'actifs occupés résultant de la transition sera, à court terme (d'ici 2030), pratiquement nulle ; ce résultat dépend toutefois des mesures complémentaires mises en place. À plus long terme (d'ici 2050, p. ex.), et si l'on tient compte du coût de l'inaction, nous pourrions même enregistrer une création nette d'emplois.

Il n'en existe pas moins, de toute évidence, des disparités considérables, au regard de leurs perspectives professionnelles, entre ceux dont l'emploi est porté par la transition écologique et ceux qui exercent une activité fortement émettrice, disparités qu'il conviendrait de prendre dûment en considération. Beaucoup de travailleurs licenciés d'un secteur très polluant peuvent trouver une nouvelle opportunité ailleurs à condition d'être accompagnés dans leur reconversion grâce à des mesures bien ciblées. On observe en effet, chose encourageante, qu'il existe pratiquement toujours pour eux d'autres professions en plein essor aux exigences équivalentes quant aux compétences de base.

On relève également des disparités géographiques, les industries fortement émettrices se concentrant dans certaines régions – essentiellement rurales. À l'inverse, les professions les plus dynamiques portées par la transition vers la neutralité carbone sont très exigeantes en matière de compétences, et les postes à pourvoir se trouvent principalement en ville. Sans intervention des pouvoirs publics, ce sont surtout les travailleurs peu qualifiés et les ménages ruraux qui feront les frais de la transition, tandis que les travailleurs qualifiés vivant en zone urbaine seront les mieux placés pour en recueillir les fruits.

Le fossé entre ville et campagne et les écarts de niveau de compétences soulèvent des questions d'équité élémentaire tout en ajoutant aux tensions susceptibles de saper le soutien politique nécessaire à la transition vers la neutralité carbone.

Il faut impérativement remédier à ces disparités au regard des effets de la transition pour assurer le succès de celle-ci et plus particulièrement pour lui donner un caractère équitable. D'après une étude récente, dans tous les pays de l'OCDE, l'adhésion de la population aux politiques d'atténuation du changement climatique dépend de trois grands facteurs. Le premier est la conviction que l'action des pouvoirs publics permet effectivement de réduire les émissions de carbone ; le deuxième est ce que chacun a à gagner ou à perdre dans le processus ; et le troisième est la répartition du coût de la transition, et plus particulièrement la part que les ménages vulnérables semblent devoir en supporter. Lorsqu'elle estime

que ni les charges ni les opportunités de la transition vers la neutralité carbone ne sont réparties équitablement, la population s'oppose à l'action climatique.

Des études récentes ont mis en évidence une dynamique intéressante dans l'attitude du public : les travailleurs redoutent autant le changement climatique que les mesures destinées à l'atténuer. Les citoyens ont conscience que la transition procède d'une volonté politique – en d'autres termes qu'il s'agit d'un choix des dirigeants qu'ils ont élus – et s'attendent de ce fait à ce qu'elle soit correctement gérée. Dans le cas d'une mauvaise gestion, où les effets indirects dommageables deviendraient excessifs, il resterait toujours la possibilité d'interrompre le processus.

## Une action ciblée

Comment procéder pour maîtriser les conséquences de la transition vers la neutralité carbone dans le domaine social et sur l'emploi ?

Premièrement, il nous faut approfondir notre connaissance des nouveaux emplois susceptibles d'être créés et des ensembles de compétences correspondants afin de concevoir des politiques de formation adaptées à l'évolution des besoins. L'une des méthodes envisageables à cet effet repose sur les exercices d'évaluation et d'anticipation des compétences, qui procurent des renseignements au sujet des compétences que le marché du travail recherche, ou recherchera, et sur les travailleurs qualifiés disponibles pour pourvoir de nouveaux emplois. Une fois que des parallèles et des similitudes auront été établis entre les ensembles de compétences grâce à ces exercices appliqués aux compétences « vertes », les services publics de l'emploi et les autres acteurs qui accompagnent les travailleurs dans leurs parcours de reconversion pourront utiliser cette information pour repérer des parcours de formation menant des secteurs fortement émetteurs vers des emplois d'avenir.

À l'heure actuelle, seule une minorité de pays de l'OCDE indique soutenir financièrement les employeurs qui offrent à leur personnel des formations ou des services d'orientation professionnelle destinés à faciliter leur accession aux emplois verts. Il faut ajouter à cela que les travailleurs exerçant des emplois à forte intensité d'émissions, et particulièrement menacés par les réductions d'effectifs, reçoivent moins de formation que d'autres. Il est impératif de renforcer les services d'orientation professionnelle moyennant un effort sur leur qualité et leur couverture, et de mieux faire connaître les nouvelles possibilités offertes, pour amener les travailleurs à se former et saisir les opportunités offertes par en vue de la transition vers la neutralité carbone.

Il apparaît en outre que les emplois portés par la transition verte accessibles sans formation, ou après une formation courte, manquent souvent d'attrait pour les travailleurs peu ou moyennement qualifiés, car ils sont moins bien rémunérés et offrent des conditions de travail moins bonnes que d'autres alternatives potentielles. Ce n'est pas tout de s'attacher à doter ces travailleurs des compétences requises par des emplois de qualité avec un fort potentiel de croissance, il faut aussi prendre des mesures pour améliorer la rémunération et les conditions de travail.

Deuxièmement, l'OCDE a recueilli des éléments qui donnent à penser que la négociation collective et le dialogue social entre les différentes parties prenantes peuvent avoir un effet positif sur les conditions de travail ; or il semblerait que les travailleurs exerçant des activités faiblement émettrices soient relativement moins bien couverts par la négociation collective. La mise en place d'initiatives à l'effet d'encourager la négociation collective et le dialogue social à l'échelle des secteurs et des entreprises concernées serait par conséquent très utile et conférerait un surcroît d'attractivité aux yeux des travailleurs peu ou moyennement qualifiés.

Un bon exemple de mobilisation des parties prenantes nous est donné par les Conseils pour la sécurité de l'emploi, institués en Suède en vertu d'accords collectifs conclus entre employeurs et salariés dans différents secteurs ; ce genre de dispositif à caractère préventif permet généralement à la plupart des

travailleurs ayant perdu leur emploi de rebondir rapidement. Les Conseils interviennent à toutes les étapes du processus de restructuration des entreprises et, la plupart du temps, avant même que les licenciements n'aient lieu. Leur intervention prend essentiellement la forme de conseils prodigués aux employeurs et aux salariés à un stade précoce.

Troisièmement, les mesures permettant d'offrir une rémunération attractive aux travailleurs qui perdent leur emploi dans des secteurs fortement émetteurs pourraient inclure des systèmes d'assurance-salaire limités dans le temps. Même si une évaluation s'impose pour en affiner le champ d'application dans le contexte de la transition vers la neutralité carbone, il serait important de cibler soigneusement de tels dispositifs. Il y aurait lieu, par exemple, de limiter la durée d'exercice des droits à indemnisation, ou d'en réduire progressivement le montant, de manière à éviter que les bénéficiaires ne deviennent dépendants de ce complément d'argent. Au fur et à mesure qu'ils acquerront de l'expérience et des compétences propres à leur nouvelle activité, ces bénéficiaires vont d'autre part gagner en productivité et n'auront plus autant besoin d'aide financière.

Quatrièmement, les activités en phase de contraction se concentrant dans des régions bien déterminées, des politiques territorialisées doivent absolument être mises en place pour remédier à cette vulnérabilité disproportionnée. À titre d'exemple, avec la loi de 2022 sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act*), les États-Unis prévoient des investissements et incitations destinés à soutenir directement la transition vers la neutralité carbone dans les régions dont la population est particulièrement fragile du fait de sa dépendance aux activités fortement émettrices.

Dans certains cas cependant, les régions les plus durement touchées par le déclin des secteurs les plus polluants disposeront d'un avantage comparatif limité pour ce qui est d'encourager l'implantation sur leur territoire de nouvelles activités vertes. Il faudra peut-être alors que des politiques de mobilité géographique viennent en complément des autres mesures d'aide. Ces initiatives devront s'inscrire dans une démarche intégrée pour lever les différents obstacles à la mobilité, démarche qui pourra s'appuyer sur des aides à la recherche d'un emploi, des aides au logement ou encore des aides à la garde d'enfant, entre autres dispositifs d'accompagnement. Les éléments disponibles laissent en effet penser que les seules incitations financières à la mobilité géographique ne sont pas nécessairement suffisantes, et sont synonymes d'emplois précaires et de mauvaise qualité pour ceux qui franchissent le pas.

Cinquièmement, outre les emplois et les salaires, il convient de prêter également attention aux effets sur les consommateurs. Parmi les vastes trains de mesures en faveur de l'atténuation du changement climatique, certains instruments, comme la tarification carbone, génèrent des recettes publiques considérables. Restituer une partie de ces recettes aux ménages sur lesquels elles sont prélevées donnerait aux administrations une marge de manœuvre considérable pour compenser les pertes et influencer sur les effets redistributifs. Il sera néanmoins indispensable de lier les transferts aux besoins effectifs des intéressés. Ces transferts devraient notamment bénéficier au premier chef aux ménages modestes et à ceux des zones rurales, particulièrement exposés aux mesures d'atténuation du changement climatique ayant une incidence sur le prix relatif du carbone étant donné qu'ils consacrent une part importante de leurs dépenses à l'acquisition de biens et de services de première nécessité ayant une empreinte carbone plus élevée, comme l'énergie et les produits alimentaires.

Enfin, la transition vers la neutralité carbone a aussi ceci de particulier qu'il doit s'agir d'un processus planétaire. Les mesures nationales de maîtrise des émissions et de soutien à ceux qui en subissent les conséquences doivent être intégrées à l'échelle mondiale pour être efficaces. En plus de devoir mieux orienter les politiques au sein des pays de l'OCDE, les disparités entre les pays doivent, elles aussi, être prises en compte. Il faudra un effort supplémentaire d'ajustement structurel et davantage d'aide aux pays en développement pour aller de l'avant sur la voie d'une transition viable vers la neutralité carbone.

L'heure est arrivée de confirmer et affiner le cap donné à Paris en 2015 en renouvelant l'engagement mondial à plafonner les émissions et contenir l'élévation des températures grâce à la conception de mesures qui protègent tout à la fois la planète et ceux qui l'habitent.

# Résumé

## Les marchés du travail ont bien résisté aux chocs négatifs

Les marchés du travail ont continué d'enregistrer de bons résultats au cours de la dernière année, avec des taux d'emploi historiquement élevés et de faibles taux de chômage dans de nombreux pays de l'OCDE. Dans la plupart des cas, l'emploi des femmes a davantage progressé que celui des hommes, en comparaison de la situation qui prévalait avant la pandémie. À de rares exceptions près, le taux d'activité est resté orienté à la hausse, notamment parmi les seniors. Bien qu'elles s'atténuent, les tensions sur le marché du travail restent élevées dans l'ensemble.

## Les salaires réels augmentent, mais demeurent inférieurs à leur niveau de 2019 dans plusieurs pays de l'OCDE

Les salaires réels sont désormais en progression dans la plupart des pays de l'OCDE, généralement grâce au déclin de l'inflation. Pour autant, ils sont encore en dessous de leur niveau de 2019 dans un peu moins de la moitié des pays. Grâce à des augmentations substantielles du salaire minimum légal, le salaire minimum réel est quant à lui passé au-dessus de ce seuil de référence dans pratiquement toute la zone OCDE. Tandis que les salaires réels récupèrent une partie du terrain perdu, les profits commencent de leur côté à absorber la hausse du coût de la main-d'œuvre. Cependant, dans bien des pays, les profits seraient en mesure d'absorber d'autres augmentations de salaires, d'autant plus que rien n'indique l'existence d'une spirale des salaires et des prix.

## La qualité des emplois était généralement meilleure en 2022 qu'en 2015

Tant la qualité des revenus d'activité, qui rend compte du niveau et de la distribution de ces revenus, que la sécurité du marché du travail, qui rend compte du rôle joué par le système d'assurance-chômage pour atténuer les conséquences de la perte d'emploi, se sont améliorées dans la zone OCDE entre 2015 et 2022. Toutefois, ces données n'intègrent pas encore complètement les effets de la crise du coût de la vie sur les salaires réels, qui se sont surtout fait sentir en 2023. Il ressort des données sur la qualité des emplois qu'en 2021 quelques 13 % des travailleurs, en moyenne, ont vécu des situations de stress au travail (en raison de ressources insuffisantes pour satisfaire la demande).

## La transition vers la neutralité carbone va remodeler le marché du travail

Les pays de l'OCDE mettent en place des programmes d'action ambitieux de lutte contre le changement climatique, dans l'objectif d'amener à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050. La transition vers la neutralité carbone transformera en profondeur le marché du travail et l'emploi exercé par des millions de personnes. Les effets sur l'emploi agrégé seront dans l'ensemble limités à court terme, d'après les estimations, néanmoins de nombreux emplois seront détruits avec le

déclin des secteurs d'activité à forte intensité d'émissions, tandis que beaucoup d'autres seront créés avec l'essor des secteurs à faibles émissions. Quantité d'autres, encore, seront transformés car les tâches à exécuter et méthodes de travail deviendront plus respectueuses de l'environnement. Le changement climatique aura aussi une incidence sur la demande de main-d'œuvre et les conditions de travail, principalement en raison de la hausse des températures et de la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes.

## **Environ 20 % des actifs occupent un emploi appelé à se développer à la faveur de la transition vers la neutralité carbone**

Dans la zone OCDE, 20 % environ des actifs exercent une profession portée par la transition verte – autrement dit une profession qui profitera probablement de cette transition. Entrent également dans cette catégorie des emplois qui, sans contribuer directement à la réduction des émissions, assurent toutefois la fourniture de biens et de services intermédiaires indispensables à la durabilité environnementale d'autres activités. Les professions portées par la transition verte rassemblent des emplois très variés. Les nouvelles professions vertes qui émergent correspondent généralement à des emplois hautement qualifiés (directeurs, cadres de direction et gérants, professions intellectuelles et scientifiques, professions intermédiaires) occupés par des travailleurs très qualifiés dans des zones urbaines. Les autres professions vertes sont le plus souvent exercées par des travailleurs peu qualifiés habitant en zone rurale. Les emplois les mieux qualifiés portés par la transition écologique offrent généralement une rémunération supérieure à la moyenne, tandis que les emplois les moins qualifiés sont souvent de moindre qualité en comparaison d'autres emplois de niveau équivalent et, de ce fait, manquent probablement d'attrait aujourd'hui aux yeux des travailleurs susceptibles de les occuper.

## **Les pertes d'emploi dans un secteur fortement émetteur sont coûteuses**

Dans les secteurs à forte intensité d'émissions, actuellement en déclin – qui représentent 80 % des émissions de GES, mais seulement 7 % des emplois –, les travailleurs accusent sur une période de six ans suivant leur licenciement des pertes de revenus supérieures de 24 % à celles de travailleurs ayant perdu leur emploi dans un autre secteur. Cela tient à la composition des entreprises et de la main-d'œuvre dans ces secteurs : en effet, une bonne partie des tâches y sont manuelles et répétitives, et les entreprises assurent aux travailleurs une rémunération supérieure à celle que qu'ils pourraient se voir offrir ailleurs. Les écarts entre pays dans le coût de la perte d'emploi tiennent principalement à des différences structurelles influençant à la facilité à retrouver un emploi et au fonctionnement du marché du travail. Ces différences dépendent de la présence (ou absence) de politiques du marché du travail efficaces et cohérentes destinées à faciliter les transitions professionnelles.

## **Les compétences exigées par les professions portées par la transition écologique sont les mêmes que celles nécessaires pour exercer un métier à forte intensité d'émissions, mais les travailleurs peu qualifiés auront davantage besoin de formation**

Les compétences les plus recherchées dans le cadre des professions portées par la transition verte sont celles liées à l'économie de la connaissance, comme l'esprit critique, la capacité de suivi, l'apprentissage actif, la résolution de problèmes complexes et la prise de décision. Qui plus est, les plus récents des emplois qui se développent du fait de la transition verte exigent des compétences encore plus élevées, et ce dans tous les domaines. Si la plupart des emplois très qualifiés dans les secteurs à forte intensité d'émissions présentent des profils de compétences très similaires à ceux d'autres professions appartenant

à des secteurs à faible émissions, il n'en va pas de même des emplois peu qualifiés. Les travailleurs qui occupent ces derniers auront besoin, par conséquent, d'un effort de reconversion relativement plus important.

## **Il est essentiel de prendre des mesures pour faciliter les transitions professionnelles et accompagner les travailleurs**

Les responsables des politiques publiques ont à leur disposition différents moyens susceptibles de faciliter les transitions professionnelles, d'ouvrir de nouvelles perspectives et de venir en aide aux travailleurs privés de leur emploi. Outre la mise en place de dispositifs de soutien du revenu en cas de chômage, des interventions précoces auprès des travailleurs menacés de licenciement sont de nature à limiter l'incidence et les conséquences des suppressions d'emplois. Des programmes de formation appropriés doivent être mis en place pour permettre aux travailleurs de quitter une profession à forte intensité d'émissions ou d'en exercer une qui est portée par la transition verte. De tels programmes sont également nécessaires pour relever le niveau de compétences de ceux qui se voient confier des tâches nouvelles au fur et à mesure que les entreprises adoptent des processus de production durables. Les pouvoirs publics devront toutefois veiller tout particulièrement à ce que les besoins de formation soient pris en compte dans toute leur diversité. Les prestations ciblées liées à l'exercice d'un emploi, comme l'assurance salaire, peuvent venir en complément lorsque les travailleurs se voient proposer un salaire inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur licenciement.

## **Les travailleurs et les ménages seront également touchés en tant que consommateurs, mais la tarification du carbone n'a pas nécessairement des effets redistributifs négatifs**

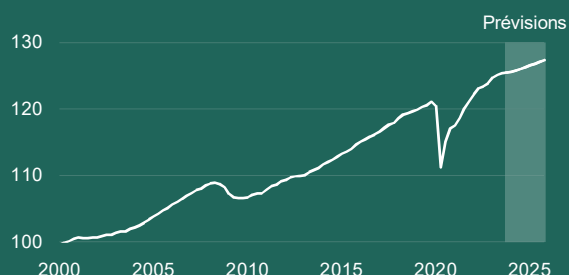
Les ménages modestes et les ménages ruraux consacrent souvent une part relativement importante de leurs dépenses à l'acquisition de biens et de services dont l'empreinte carbone est plutôt élevée, car il s'agit généralement de biens et de services de première nécessité. Aussi les mesures d'atténuation du changement climatique, en augmentant le prix de ces produits, auront tendance à frapper ces ménages de manière disproportionnée, avec de fortes conséquences sur la valeur réelle de leurs revenus et salaires. Les réformes de la tarification du carbone mises en place récemment ont d'ailleurs eu un effet régressif dans de nombreux pays. Mais réutiliser le produit de la taxe carbone sous forme de transferts aux ménages pourrait donner à ces réformes un effet progressif. Le ciblage de tels transferts en fonction des besoins des ménages est cependant crucial pour l'efficacité économique du dispositif.



## Infographie 1. Faits et chiffres clés

### Si elle reste vigoureuse, la croissance de l'emploi devrait ralentir

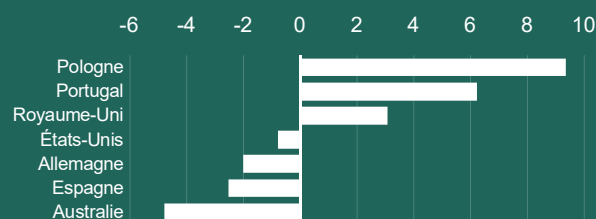
Emploi dans les pays de l'OCDE, indice base 100 en 2000



La hausse de l'emploi devrait se poursuivre dans les pays de l'OCDE, quoiqu'à un rythme moins soutenu, passant de 1.7 % en 2023 à 0.7 % par an environ en 2024-25.

### Les salaires réels augmentent, mais restent en deçà des niveaux constatés avant le COVID dans de nombreux pays de l'OCDE

Variation cumulée, en %, des salaires réels entre le T4 2019 et le T1 2024



Au T1 2024, la croissance annuelle des salaires réels était positive dans 29 des 35 pays pour lesquels des données sont disponibles. Toutefois, ils demeurent inférieurs à leur niveau du T4 2019 dans 16 d'entre eux.

### Les secteurs à fortes émissions ne représentent qu'une petite portion de l'emploi total

Part (%) des secteurs à fortes émissions dans les émissions totales de gaz à effet de serre (GES) et dans l'emploi total, 2019

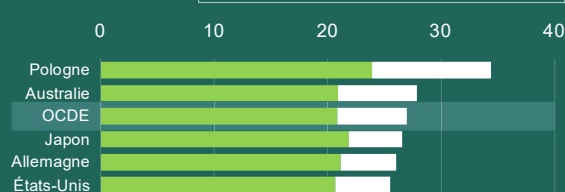


Les secteurs à forte intensité d'émissions représentent près de 80 % des émissions de GES, mais seulement 7 % environ de l'emploi total.

### Plus d'un quart des emplois seront fortement touchés par la transition vers la neutralité carbone

% de l'emploi total

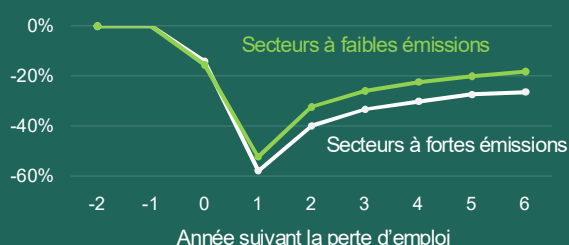
Emplois portés par la transition verte  
Emplois à forte intensité de GES



20 % des travailleurs occupent des emplois portés par la transition verte (y compris en appui des activités « vertes »). En ajoutant les emplois des secteurs à fortes émissions, + de 25 % de l'emploi sera fortement impacté par la transition verte.

### Le coût des pertes d'emploi dans les secteurs à fortes émissions est substantiel

Perte de revenu (%) par rapport aux travailleurs dont l'emploi est préservé



Les travailleurs des secteurs à fortes émissions perdant leur emploi subissent en moyenne une baisse de 36 % de leurs revenus sur six ans, contre 29 % dans les autres secteurs.

### Reconversion : la clé pour abandonner les professions à forte intensité d'émissions

Niveau de compétence requis

Emplois à forte intensité de GES  
Nouveaux emplois portés par la transition verte



Les similitudes entre les emplois en termes de compétences permettent à tous les travailleurs de se reconverter même si les moins qualifiés ont des besoins de formation plus élevés.